

"Santer met son poids dans la balance pour éviter le clash " in L'Humanité

Légende: Le 14 janvier 1999, le quotidien communiste français L'Humanité décrit la crise politique qui oppose une partie du Parlement européen à la Commission européenne que préside Jacques Santer.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 14.01.1999. Paris: L'Humanité.

Copyright: (c) L'Humanité

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"santer_met_son_poids_dans_la_balance_pour_eviter_le_clash_"_in_l_humanite-fr-9e00740a-6880-4e76-8afc-fe900dd59cbb.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Santer met son poids dans la balance pour éviter le clash

par Pierre Barbancey

La crise semble se dénouer entre le Parlement et la Commission européenne. Jacques Santer a mis tout son poids dans la balance. Les enquêtes sur d'éventuelles fraudes doivent se poursuivre.

Dans le bras de fer qui l'oppose au Parlement de Strasbourg, le président de la Commission européenne, Jacques Santer, met tout son poids dans la balance. Mardi, dans la capitale alsacienne, lors d'un dîner avec des parlementaires démocrates-chrétiens, socialistes et libéraux, il a assuré qu'il présenterait sa démission dès mercredi soir si les députés persistaient dans leur volonté de voter jeudi une résolution réclamant le départ de deux commissaires européens socialistes, Édith Cresson et Manuel Marin, les plus visés par les accusations de fraude. Suivant le principe de collégialité qui s'applique à l'exécutif européen et qui veut que tout commissaire soit responsable pour les actes d'un de ses collègues, une démission de Jacques Santer signifierait *de facto* un départ en bloc de toute la Commission. De quoi inquiéter sérieusement l'Union européenne à l'orée des débats sur son mode de fonctionnement, et surtout à quelques mois des élections.

Ces déclarations de Jacques Santer, que la Commission a refusé de commenter soulignant que ce dîner était un "dîner privé entre personnes privées", apparaissent en réalité pour ce qu'elles sont : des pressions à l'égard des groupes parlementaires qui menacent depuis quelques jours de censurer purement et simplement la Commission européenne. Si Jacques Santer mettait sa menace à exécution, les deux motions de censure contre l'exécutif européen deviendraient caduques. La première, soutenue par les démocrates-chrétiens (202 députés sur 626), les Verts (27 députés) et les libéraux (42 députés), réclame nommément le départ des deux commissaires ; la seconde, présentée par les socialistes (214 députés) et qui a reçu l'aval de la Gauche unitaire (34) et des radicaux (20 députés), demande - sans citer de noms - la poursuite des enquêtes sur les fraudes, devant mener si elles sont avérées, au départ des commissaires jugés responsables.

Le suspense entretenu depuis quelques jours aura néanmoins été de courte durée. Hier, en fin d'après-midi, on apprenait qu'une centaine d'eurodéputés démocrates-chrétiens (la famille politique d'origine de Jacques Santer) ne voteraient pas contre les commissaires européens Édith Cresson et Manuel Marin, ce qui devrait mettre fin à la crise entre le Parlement et la Commission. Dans une déclaration, 102 députés sur les 202 que compte le groupe Parti populaire européen (PPE) "manifestent leur volonté que la Commission européenne puisse continuer à remplir les tâches qui lui reviennent". Ils reconnaissent, d'autre part, "l'effort de la Commission européenne dans la personne de son président Jacques Santer" pour "combattre la fraude" et "introduire une réforme fondamentale dans la culture administrative axée sur la transparence, l'intégrité et l'efficacité de l'institution". En toute logique, la résolution de la droite européenne devrait donc être rejetée par le Parlement.

Si la crise semble résolue, elle n'en laissera pas moins des traces. D'abord sur le caractère de la Commission qui apparaît, à l'évidence, comme un savant dosage politique de la part des deux plus importantes formations du Parlement, les groupes socialiste (PSE) et démocrate-chrétien (PPE). Autre effet boomerang : tant au PSE qu'au PPE, des divergences se sont fait jour qui révèlent sans doute des fractures plus profondes qu'il n'y paraît. A l'instar de la députée sociale-démocrate allemande (SPD), Ingrid Matthaeus-Maier, dénonçant l'attitude des deux commissaires mis en cause : "Je ne comprends absolument pas qu'ils puissent s'accrocher de la sorte à leur siège". Alors qu'Édith Cresson dénonce une "vaste campagne orchestrée par les médias allemands" et qui "rayonne sur les Pays-Bas et la Belgique".

Vote de censure ou non, démission ou non, il reste toutefois à poursuivre les enquêtes nécessaires pour déterminer si des fraudes ont bien eu lieu. Ce qui est plus important que des tractations en coulisse au fumet toujours désagréable, fussent-elles agrémentées de gastronomie alsacienne.